

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE PARIS**

**N°0319703  
et n°0320429**

---

**ASSOCIATION DES PRODUCTEURS  
INDÉPENDANTS  
SYNDICAT DES PRODUCTEURS  
INDÉPENDANTS**

---

**Mme Isidoro  
Rapporteur**

---

**M. Lapouzade  
Commissaire du gouvernement**

---

Audience du **5 novembre 2004**  
Lecture du **10 novembre 2004**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le Tribunal administratif **de Paris**

(**7ème Section - 2ème Chambre** )

Vu, 1° sous le numéro 0319703, la requête, enregistrée le 17 décembre 2003 au greffe du Tribunal, présentée pour l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS ; L'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS demande au tribunal d'annuler la décision en date du **23 octobre 2003** par laquelle le directeur du Centre national de la cinématographie a accordé à la société 2003 Productions l'agrément des investissements pour le film de long métrage intitulé « Un long dimanche de fiançailles » ;

Vu 2°, sous le numéro 0320429, la requête, enregistrée le 15 décembre 2003 au greffe du Tribunal, présentée pour le SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS ; le SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS demande au tribunal :

- d'annuler la décision en date du **23 octobre 2003** par laquelle le directeur du Centre national de la cinématographie a accordé à la société 2003 Productions l'agrément des investissements pour le film de long métrage intitulé « Un long dimanche de fiançailles » ;

- de condamner le Centre national de la cinématographie à verser une somme de 2 000 euros au titre de l'article L 761-1 du code de justice administrative ;

.....  
Vu le mémoire, enregistré le 29 octobre 2004, présenté pour l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS qui maintient ses conclusions initiales et demande en outre que le Centre national de la cinématographie et la société 2003 Productions soient condamnés à lui verser une somme de 6 000 euros au titre de l'article L 761-1 du code de justice administrative ;

.....  
Vu la décision attaquée ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la note en délibérée présentée pour le compte de la société 2003 Productions ;

Vu le décret n°99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 5 novembre 2004,

- le rapport de Mme Isidoro ;

- les observations de Me Boutet, avocat de l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS, de Me Goutal, avocat du SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS, de Me Briard, avocat de la société 2003 Productions et de M. Hurard, représentant le Centre national de la cinématographie ;

- et les conclusions de M. Lapouzade, commissaire du gouvernement ;

Considérant que les requêtes n°0320429 et 0319703 présentées par l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS et par le SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS ont le même objet et ont fait l'objet d'une instruction commune ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement ;

Considérant qu'aux termes de l'article 33 du décret du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique : « La demande d'agrément des investissements ne peut être présentée que par l'entreprise de production déléguée. En cas de coproduction, cette entreprise agit au nom et pour le compte de la ou des autres entreprises de production. Elle est expressément désignée à cet effet au contrat de coproduction. Un arrêté du ministre chargé de la culture fixe la nature des renseignements et documents justificatifs qui doivent être remis à l'appui de la demande et notamment ceux relatifs aux financements réalisés par les entreprises de production filiales des exploitants de services de télévision et par les sociétés pour le financement de la production cinématographique et audiovisuelle. » ; qu'aux termes de l'article

35 du même décret : « L'agrément des investissements est délivré par le directeur général du Centre national de la cinématographie. En cas de coproduction, l'agrément des investissements est délivré à chacune des entreprises de production partie au contrat de coproduction. » ; que l'article 20 de ce même décret prévoit que : « I. En cas de coproduction, les sommes représentant le soutien financier auquel peuvent prétendre les entreprises de production sont inscrites : 1° Dans une proportion minimale de 25 % sur le compte de l'entreprise de production déléguée. Lorsque deux entreprises de production agissent conjointement en qualité d'entreprises de production déléguées, ces sommes sont inscrites dans une proportion minimale de 12,5 % sur le compte de chacune d'elles ; 2° Dans une proportion maximale de 50 % sur le compte de la ou des entreprises de production filiales, au sens de l'article 354 de la loi du 24 juillet 1966 susvisée, des services de télévision mentionnés aux 1° et 2° de l'article 2 du décret n° 90-67 du 17 janvier 1990 susvisé et des services de télévision mentionnés à l'article 10 du décret du 9 mai 1995 susvisé. II. Sous réserve des dispositions du I, les sommes représentant le soutien financier auquel peuvent prétendre les entreprises de production sont inscrites sur leur compte en considération des stipulations particulières prévues au contrat de coproduction dans la mesure où elles correspondent à l'importance de l'apport de chacune des entreprises de production et des risques assumés par elles. Ce contrat et les conventions ultérieures entraînant une modification dans la répartition contractuelle de ces sommes doivent être inscrits au registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel » ; qu'enfin, l'article 22 de l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre III du décret du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique précise : « A l'appui de la demande d'agrément des investissements prévue à l'article 33 du décret du 24 février 1999 susvisé, l'entreprise de production déléguée doit remettre au Centre national de la cinématographie un dossier comprenant : 1° Une lettre mentionnant : a) Le titre provisoire de l'œuvre cinématographique ; b) Le numéro d'immatriculation de l'œuvre cinématographique au registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel ; c) Les conditions techniques prévues pour la réalisation de l'œuvre cinématographique ; d) Le nombre de jours de tournage en studios et en décors naturels intérieurs ou extérieurs envisagés ; e) La dénomination sociale et le siège des studios, du laboratoire de tournage, des loueurs de matériels techniques de tournage, des entreprises de post-production son et des entreprises de post-production image pressentis ; f) Les lieux de tournage en décors naturels intérieurs ou extérieurs envisagés ; g) La date prévue pour le début des prises de vue. 2° Un synopsis donnant des informations précises sur la nature du sujet de l'œuvre cinématographique ; 3° Un devis simplifié ; 4° Un plan de financement provisoire ; 5° Une copie du ou des contrats de coproduction avec la justification de leur inscription au registre public de la cinématographie et de l'audiovisuel ; 6° Une copie des contrats du réalisateur et des autres coauteurs de l'œuvre cinématographique ; 7° Une fiche "artistes-interprètes" énonçant la liste des rôles principaux, des rôles secondaires et des petits rôles, le nom des artistes-interprètes pressentis, leur nationalité et leur durée d'emploi ; 8° Une fiche "techniciens collaborateurs de création" énonçant la liste des emplois, les noms des techniciens collaborateurs de création pressentis, leur nationalité et le numéro de leur carte d'identité professionnelle ; 9° Une fiche "ouvriers" énonçant la liste des emplois, les noms des ouvriers de l'équipe de tournage et de l'équipe de construction et leur nationalité ; 10° Une fiche de qualification linguistique précisant la langue dans laquelle s'exprimera chacun des artistes-interprètes assurant les rôles principaux et les rôles secondaires ; 11° Une fiche de qualification "œuvre européenne" établie en regard des dispositions de l'arrêté du 21 mai 1992 susvisé. 12° Une fiche prévisionnelle de qualification "œuvre indépendante" établie en regard des dispositions du I de l'article 6 du décret du 9 juillet 2001 susvisé. » ;

Sur la fin de non recevoir soulevée par le Centre national de la cinématographie

Considérant que tant le syndicat requérant qui a notamment pour objet la défense des intérêts économiques, matériels et moraux de la profession de producteur indépendant, que l'association des producteurs indépendants qui s'est également fixée pour objet la défense des mêmes intérêts s'agissant de la production d'œuvres cinématographiques et plus spécialement la défense des intérêts professionnels de ses membres, justifient, en raison de ces objets, d'un intérêt leur donnant qualité pour contester une décision d'agrément des investissements ;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête

Considérant qu'aux termes de l'article 7 du décret du 24 février 1999 : « I. Sont seuls admis au bénéfice du soutien financier de l'industrie cinématographique les entreprises et organismes établis en France. II. Les entreprises de production doivent, en outre, satisfaire aux conditions suivantes : 1° Avoir des présidents, des directeurs ou gérants, soit de nationalité française, soit ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, d'un Etat partie à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe ou d'un Etat tiers européen avec lequel la Communauté européenne a conclu des accords ayant trait au secteur de l'audiovisuel. Les étrangers autres que les ressortissants des Etats européens précités justifiant la qualité de résident sont, pour l'application du présent alinéa, assimilés aux citoyens français ; 2° Ne pas être contrôlées, au sens de l'article 355-1 de la loi du 24 juillet 1966 susvisée, par une ou plusieurs personnes physiques ou morales ressortissantes d'Etats autres que les Etats européens mentionnés au 1. » ; que les dispositions de l'article 355-1 de la loi du 24 juillet 1966 codifiées à l'article L. 233-3 du code de commerce précisent : « I. - Une société est considérée, pour l'application des sections 2 et 4 du présent chapitre, comme en contrôlant une autre : /1° Lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société ; /2° Lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires et qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société ; /3° Lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société. /II. - Elle est présumée exercer ce contrôle lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne. /III. - Pour l'application des mêmes sections du présent chapitre, deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale. » ; qu'aux termes de l'article L. 233-10 du code de commerce : « I. - Sont considérées comme agissant de concert les personnes qui ont conclu un accord en vue d'acquérir ou de céder des droits de vote ou en vue d'exercer les droits de vote, pour mettre en oeuvre une politique vis-à-vis de la société. II. - Un tel accord est présumé exister : 1° Entre une société, le président de son conseil d'administration et ses directeurs généraux ou les membres de son directoire ou ses gérants ; 2° Entre une société et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 ; 3° Entre des sociétés contrôlées par la même ou les mêmes personnes ; 4° Entre les associés d'une société par actions simplifiée à l'égard des sociétés que celle-ci contrôle. III. - Les personnes agissant de concert sont tenues solidairement aux obligations qui leur sont faites par les lois et règlements. » ;

Considérant qu'il résulte des pièces du dossier que le capital de la société 2003 Productions est détenu à hauteur de 32 % par la société Warner Bros France, filiale de la société de droit américain Warner Bros Entertainment Inc qui détient 97 % de son capital, et à hauteur de 16% par le directeur général de la société Warner Bros France ; que la détention de 48 % du capital par les actionnaires précités et la circonstance, d'une part, que les autres détenteurs du capital sont tous salariés, et, d'autre part, que les statuts de la société 2003 Productions réservent à une majorité qualifiée d'au moins 75 % les décisions prises par son conseil d'administration, et notamment celles relatives aux investissements supérieurs à 250 000 euros, révèlent que ces personnes physiques ou morales déterminent en fait les décisions des assemblées générales de la société 2003 Productions ;

Considérant, enfin, que des pièces du dossier il résulte que la création de la société 2003 Productions n'a eu d'autre objet que de permettre à la société Warner Bros France, filiale à hauteur de 97 % de la société de droit américain Warner Bros Entertainment Inc, de bénéficier du soutien financier institué par le décret du 24 février 1999 alors même que ce décret réserve ledit soutien à l'industrie cinématographique européenne ; qu'ainsi le moyen tiré de la fraude à la loi est établi ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les requérants sont fondés à demander l'annulation de la décision susvisée du directeur du Centre national de la cinématographie

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

Considérant que la société 2003 Productions demande que le Tribunal condamne le SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS et l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS à lui verser la somme de 6 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ; que, dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions susmentionnées ;

Considérant, en revanche, qu'il y a lieu dans les circonstances de l'espèce de condamner l'Etat à verser respectivement la somme de 2 000 euros au SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS et la somme de 3000 euros à l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

D E C I D E :

Article 1er : La décision du directeur du Centre national de la cinématographie en date du 23 octobre 2003 est annulée.

Article 2 : L'Etat versera la somme de 2000 euros au SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS et de 3000 euros à l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS.

Article 3: Le présent jugement sera notifié à l'ASSOCIATION DES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS, au SYNDICAT DES PRODUCTEURS INDEPENDANTS, à la société 2003 Productions et au Centre national de la cinématographie.